

## Rapport final

Russie, la Fédération en guerre :

« *L'échiquier diplomatique russe* »

### QuestIE

Rodolphe UGUEN

Mattéo LECULLIER

Safidy RASOLONJATOVO

Mathis LANNIAUX

Manon COGNET

Tristan SEGUI

## Évolution de la diplomatie russe depuis 2014 : une stratégie de différenciation assumée

L'annexion de la Crimée en 2014 a constitué un moment charnière dans la trajectoire diplomatique de la Russie. Face à l'imposition de sanctions occidentales et à la rupture consécutive avec l'ordre international existant, Moscou a progressivement abandonné toute perspective d'intégration dans le système dominé par l'Occident pour adopter une stratégie de différenciation. L'offensive lancée contre l'Ukraine en février 2022 n'a pas initié cette réorientation stratégique mais en a considérablement accéléré les mécanismes, produisant une reconfiguration profonde et durable de l'architecture diplomatique russe.

Le noyau d'alliés formels sur lequel s'appuie la Russie demeure restreint. La Biélorussie représente l'allié stratégique principal, intégrée depuis longtemps au dispositif de sécurité russe et pleinement alignée sur les positions de Moscou. À cette relation régionale privilégiée s'ajoutent des États marginalisés sur la scène internationale, notamment la Corée du Nord, avec laquelle la Russie a franchi une étape significative en 2024 par la conclusion d'un traité de partenariat stratégique comportant une clause d'assistance mutuelle. Sur le continent américain, Cuba, le Venezuela et le Nicaragua partagent une opposition idéologique aux États-Unis qui les rapproche de Moscou, mais leur soutien reste essentiellement politique et déclaratoire, dépourvu de capacité de projection stratégique à l'échelle mondiale.

Au-delà de ce cercle restreint d'alliés formels, la diplomatie russe s'articule principalement autour de partenariats stratégiques plutôt que d'alliances institutionnalisées. La relation avec la Chine et l'Iran illustre cette approche. Le partenariat sino-russe repose sur une convergence stratégique fondée sur le rejet commun de l'hégémonie occidentale, mais il s'accompagne d'une asymétrie économique croissante au détriment de la Russie depuis 2022. L'Iran, également confronté à un régime de sanctions internationales, développe avec Moscou une coopération militaire et diplomatique substantielle, sans toutefois franchir le seuil d'une alliance formalisée. Ces partenariats, bien qu'essentiels à la capacité de résilience russe, conservent un caractère conditionnel et opportuniste.

La Russie s'appuie également sur un ensemble substantiel de pays adoptant des positions neutres ou non alignées, que Moscou désigne comme la « majorité mondiale ». Des acteurs tels que la Turquie, les Émirats arabes unis ou l'Inde privilégient des postures d'équilibre stratégique, refusant d'adhérer au régime de sanctions tout en s'abstenant d'un soutien politique explicite à la Russie. Ces États jouent un rôle déterminant dans le contournement partiel des sanctions et contribuent à la stabilisation économique russe, sans pour autant représenter des soutiens diplomatiques structurels et prévisibles. Les cadres multilatéraux alternatifs, notamment les BRICS ou l'Organisation de coopération de Shanghai, offrent à Moscou des plateformes de dialogue et de contestation de l'ordre occidental, mais sans mécanisme de solidarité politique contraignante.

Le camp des adversaires de la Russie s'est considérablement structuré depuis 2022. L'Union européenne, les États-Unis et l'OTAN forment désormais un ensemble coercitif cohérent, conjuguant sanctions économiques, isolement diplomatique et assistance militaire à l'Ukraine. Cette rupture marque la fin définitive de toute perspective de partenariat stratégique avec l'Occident et inscrit la relation russo-occidentale dans une dynamique de confrontation à long terme

Depuis 2014, la diplomatie russe a opéré une transition d'une stratégie d'intégration contrariée vers une logique assumée de fragmentation et d'exploitation du non-alignement international. La Russie ne se trouve pas dans une situation d'isolement absolu, mais elle évolue dans un système international fragmenté où ses soutiens demeurent limités, ses partenariats restent conditionnels et son opposition avec l'Occident revêt désormais un caractère structurel. Cette reconfiguration diplomatique assure à la Russie une certaine résilience à court terme, mais fragilise significativement son influence et sa marge de manœuvre diplomatique dans une perspective de long terme.

## Table des matières

1	Introduction.....	5
2	Fragmentation de l'ordre international .....	7
2.1	La Chine et l'Iran comme partenaires structurels incontournables .....	7
2.2	Les alliés clairs et assumés avant l'invasion .....	7
2.3	La Biélorussie : allié stratégique central .....	8
2.4	La Corée du Nord : coopération fondée sur l'isolement.....	8
2.5	Les alliés latino-américains .....	8
2.6	Les États diplomatiquement hostiles à J-1.....	9
3	La reconfiguration post-invasion (2022–2024) : structuration des blocs diplomatiques.....	11
3.1	Le bloc des adversaires : la coalition coercitive occidentale .....	11
3.1.1	L'Union européenne : de la critique à la coercition systémique .....	11
3.1.2	L'OTAN : la désignation d'une menace directe .....	11
3.1.3	L'extension de la coalition coercitive hors d'Europe .....	12
3.1.4	Les conséquences structurelles de la coercition.....	12
3.2	Le bloc des opposants : condamnation politique sans alignement coercitif.....	13
3.2.1	Israël : une opposition prudente.....	13
3.3	Le bloc des hésitants : intérêts stratégique et Sud global (diplomatiquement neutres) .....	13
3.3.1	La Turquie : une position d'équilibriste stratégique .....	13
3.3.2	Les Émirats arabes unis : neutralité diplomatique et facilitation financière .....	14
3.3.3	L'Inde et la Chine : pilier de la résilience russe .....	14
3.3.4	Le signal onusien du Sud global .....	15
4	Conclusion et la situation diplomatique de la Russie en fin 2025 .....	16

## 1 Introduction

“La Russie ne se sent pas isolée. C’est l’Occident lui-même qui s’est isolé du reste du monde” (Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie “We do not feel isolated. The West is isolating itself now”). Cette rhétorique, martelée par la diplomatie russe depuis le début de l’invasion de l’Ukraine, illustre la volonté du Kremlin de redessiner la carte des relations internationales. Si la guerre de haute intensité a débuté en février 2022, la reconfiguration de la posture russe trouve ses racines dans la rupture de 2014.

Le sujet de notre étude, L’échiquier russe, consiste à cartographier et analyser la projection diplomatique de la Fédération de Russie face à un ordre mondial en mutation. Il ne s’agit pas seulement d’observer les alliances militaires formelles, mais de décrypter une typologie relationnelle complexe et mouvante. Pour appréhender cet échiquier, il convient de définir les catégories d’acteurs qui le composent. Les alliés sont les États partageant un alignement stratégique et idéologique fort, souvent formalisé par des traités de défense. Les partenaires désignent des acteurs avec qui la Russie entretient des relations transactionnelles pragmatiques, basées sur des intérêts économiques ou énergétiques convergents, sans nécessairement adhérer à la vision politique du Kremlin. Les pays neutres, ou majorité mondiale selon la terminologie russe, rassemblent les nations refusant de s’aligner sur les sanctions occidentales. Enfin, les adversaires désignent l’Occident collectif perçu comme une menace existentielle.

Les enjeux de cette cartographie sont cruciaux pour comprendre la résilience russe. L’objectif pour la Russie est double : briser l’encerclement diplomatique et économique imposé par les sanctions occidentales et promouvoir activement l’avènement d’un monde multipolaire. L’analyse de ces lignes de forces doit permettre de révéler non seulement les succès diplomatiques du Kremlin, mais aussi les contradictions, les fragilités et la volatilité de certaines alliances de circonstance.

Dès lors, la question suivante se pose : comment la Russie tente-t-elle de briser son isolement vis-à-vis de l’Occident en faisant évoluer sa stratégie diplomatique à l’égard de ses alliés, partenaires, pays neutres et adversaires depuis 2014 ?

La posture diplomatique russe correspond d’abord à la consolidation d’un noyau dur d’alliances face à l’adversité. Elle vise ensuite à desserrer l’étai de l’isolement occidental par le renforcement de partenariats pragmatiques et par une stratégie de séduction à l’égard des pays neutres. Enfin, elle s’inscrit dans la prise d’acte d’une rupture durable avec le bloc occidental, dont les conséquences pèsent sur l’influence russe à long terme.

L’année 2022 constitue une rupture majeure dans l’architecture sécuritaire mondiale. L’intervention militaire russe en Ukraine reconfigure profondément l’échiquier diplomatique international. Loin de marquer la disparition de l’opposition Est-Ouest héritée de la guerre froide, cette séquence s’inscrit plutôt dans un retour et une recomposition de cette polarisation, dans un système désormais plus fragmenté, structuré par des antagonismes renforcés et par des degrés variables d’hostilité, d’opposition ou de neutralité.

L'analyse de cet échiquier géopolitique s'appuie sur plusieurs critères, parmi lesquels la condamnation politique de l'intervention russe, l'application ou non de mesures coercitives telles que les sanctions, ainsi que les formes de coopération militaire et la conclusion de traités bilatéraux ou multilatéraux. À partir de ces critères, quatre blocs distincts émergent : les adversaires (hostilité diplomatique et coercition), les opposants (condamnation sans sanctions), les hésitants (refus d'alignement) et les alliés (soutien politique assumé).

## 2 Fragmentation de l'ordre international

### 2.1 La Chine et l'Iran comme partenaires structurels incontournables

Il est impossible d'analyser la position diplomatique de la Russie sans intégrer la Chine. À mesure que Pékin renforce sa puissance économique, technologique et militaire, elle adopte des positions de plus en plus affirmées sur les grandes crises internationales. Bien que la Chine se montre réticente à établir une alliance militaro-politique formelle avec la Russie, les deux États partagent une vision stratégique convergente, qui se traduit par [des exercices militaires conjoints](#).

Toutefois, la guerre en Ukraine a également permis à Pékin d'inscrire sa relation avec Moscou dans une logique de dépendance économique asymétrique. La Russie, fortement sanctionnée par les États occidentaux, est contrainte de réorienter ses exportations énergétiques vers la Chine à des conditions tarifaires défavorables, tandis que les entreprises chinoises profitent du retrait occidental pour renforcer leur présence dans des secteurs économiques et industriels stratégiques russes. La Chine utilise ainsi le conflit comme un levier géoéconomique, consolidant son influence sur Moscou sans assumer les coûts politiques, militaires ou diplomatiques d'un alignement total.

L'Iran se retrouve, dans le même cas, à [effectuer de nombreux exercices militaires](#) avec la Russie ([Exercice CASAREX](#)), mais à ne pas s'engager pleinement dans un conflit ouvert. L'Iran n'a pourtant pas hésité à [soutenir son allié en lui fournissant des drones](#) en période de guerre. Fortement sanctionné et confronté à un affaiblissement de ses relais régionaux, notamment au Liban, en Syrie et dans les territoires palestiniens, l'Iran cherche à compenser son isolement stratégique en renforçant ses partenariats avec la Russie. La signature récente d'un nouveau partenariat bilatéral, visant selon leurs termes à favoriser « l'établissement d'un ordre mondial multipolaire », s'inscrit dans cette logique de survie diplomatique et économique.

Le trio russo-chino-iranien, souvent présenté comme inébranlable, repose davantage sur une convergence circonstancielle d'intérêts et une idéologie anti-occidentale partagée que sur une alliance structurée et durable. L'Iran et la Russie ont récemment signé conjointement un nouveau traité visant à resserrer les liens diplomatiques et à adopter des positions favorables aux intérêts des deux pays. Cela passe selon leurs termes, par ["l'établissement d'un ordre mondial multipolaire"](#). Pourtant certains chercheurs estiment que cette coopération n'est que passagère, et comme la Chine, l'Iran ne soutient pas totalement Moscou, [il s'agit davantage d'un partenaire que d'un allié aligné](#).

La vision commune des trois États repose sur la volonté commune de remettre [en cause l'ordre international dominé par l'Occident](#), en particulier par les États-Unis. [Il s'agit plus d'un alignement stratégique](#), fondé sur une critique commune de l'hégémonie occidentale et sur la promotion d'un ordre international multipolaire, que d'une alliance politique totale.

### 2.2 Les alliés clairs et assumés avant l'invasion

À la veille du 24 février 2022, la Russie disposait d'un cercle limité d'États alliés. Ces États adoptent des positions explicitement favorables à Moscou, s'abstiennent de toute sanction à

l'encontre de la Russie depuis 2014 et partagent des objectifs politiques convergents. Leurs relations reposaient sur des coopérations militaires structurées, ainsi que sur la conclusion de traités d'amitié et de partenariat stratégique, traduisant un alignement diplomatique durable.

### 2.3 La Biélorussie : allié stratégique central

La Biélorussie constituait le partenaire le plus proche de la Russie avant même le déclenchement du conflit. Depuis les années 1990, les deux Etats ont fondé leur amitié sur une histoire commune et sur la volonté d'unir leurs peuples. Plusieurs [traités](#) ont été signés afin de coordonner les politiques économiques, sociales et institutionnelles. La création de la [Communauté Russie–Biélorussie \(2016\)](#), la signature d'un document intitulé « Lignes directrices pour la mise en œuvre des dispositions du [Traité instituant l'État de l'Union pour 2021-2023](#), qui comprend 28 programmes d'intégration sectorielle démontrent que cette coopération s'inscrit dans le temps long.

Avant la guerre, la Biélorussie était déjà intégrée au dispositif stratégique russe, servant de zone tampon vers [l'OTAN](#). Elle représentait un prolongement géopolitique et militaire de la Russie en Europe orientale, dans un rôle comparable à celui que jouait l'Ukraine dans la sphère d'influence russe jusqu'aux événements de Maïdan en 2013-2014 et à l'arrivée au pouvoir de [Petro Porochenko](#).

### 2.4 La Corée du Nord : coopération fondée sur l'isolement

La coopération entre la Corée du Nord et la Russie s'inscrit dans un contexte [d'isolement diplomatique partagé et de rejet des pressions exercées par les puissances occidentales](#). Toutes deux sont soumises à des régimes de sanctions internationales étendus, la Corée du Nord en raison de ses [programmes nucléaires et balistiques](#), et la Russie à la suite de l'annexion de la Crimée puis de l'invasion de l'Ukraine. Cette convergence de contraintes favorise un resserrement de leurs relations politiques, économiques et militaires, conçu comme un moyen de limiter les effets de ces mesures coercitives. Cette relation repose principalement sur des échanges diplomatiques et militaires, jusqu'en 2024, où les partis s'accordent sur une véritable alliance militaire. Ils [signent](#), puis [ratifient](#) le [Traité de partenariat stratégique global RPDC-Russie, 19.6.2024](#) qui comprend une clause "d'assistance mutuelle" calquée sur la charte des nations Unis (Article 51) présente à l'article 4 du traité.

### 2.5 Les alliés latino-américains

En Amérique latine, Cuba, le Venezuela et le Nicaragua formaient un groupe d'États historiquement hostiles aux États-Unis et favorables à la Russie.

Cuba, allié historique de la Russie, a officiellement soutenu la position russe quarante-huit heures après le début de la guerre. Le gouvernement cubain [a repris les arguments russes](#), affirmant que la Russie avait le droit de se défendre face à ce qu'il qualifie d'encerclement militaire par l'OTAN. Cuba plaide pour une solution garantissant la sécurité et la souveraineté de tous. Ils ont dès 2025 signé de nouveaux traités militaires qui inquiétaient quant à l'envoi de [troupes cubaines en Ukraine](#).

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez en 1999, le Venezuela entretient des relations étroites avec la Russie, relations affirmées par des [déclarations officielles](#) conjointes en 2021. Nicolás Maduro s'est appuyé sur cet héritage chaviste pour maintenir et renforcer ce partenariat, qui s'est poursuivi en 2024 par la signature de plusieurs [accords économiques et militaires](#). Ce rapprochement s'explique en grande partie par la forte dégradation des relations entre le Venezuela et les États-Unis. Tout comme la Russie, le Venezuela est soumis à une forte pression américaine, ce qui consolide leurs partenariats stratégiques fondés sur la coopération économique et militaire.

La proximité entre la Russie et le Nicaragua trouve son origine dans la période de la guerre froide, lorsque l'Union soviétique a soutenu politiquement, économiquement et militairement le régime sandiniste arrivé au pouvoir en 1979. Ces liens historiques ont été ravivés depuis le retour de Daniel Ortega à la présidence de 2007, dans un contexte de tension avec les États-Unis, qui dénonce les dérives autoritaires du régime de Daniel Ortega. Cela a conduit à un renforcement de la coopération politique et militaire avec la Russie. Un [accord de coopération militaire](#) prévoyant une coordination face aux menaces régionales et mondiales a été signé entre le Nicaragua et la Russie.

## 2.6 Les États diplomatiquement hostiles à J-1

Avant l'invasion, la Russie faisait déjà face à un ensemble d'États diplomatiquement hostiles. Cette hostilité ne se traduisait pas encore par des sanctions massives, mais par un climat durable de confrontation politique.

Les États-Unis représentaient le principal adversaire diplomatique de la Russie. Leurs relations sont marquées par des tensions diplomatiques récurrentes, illustrées notamment [le 1<sup>er</sup> janvier 2017](#), lorsque le président Barack Obama a ordonné l'expulsion de 35 diplomates russes. Ils étaient accusés d'être impliqués dans l'ingérence russe durant l'élection présidentielle américaine de 2016. Cette décision s'est accompagnée de sanctions économiques et juridiques, visant les services secrets russes (GRU et FSB) et leurs dirigeants. Deux complexes résidentiels russes ont été fermés aux États-Unis, soupçonnés de servir de base d'espionnage. La Russie dénonce une mise sous pression systématique de ses élites et de son appareil d'État.

Le Royaume-Uni entretenait depuis l'[affaire Skripal en 2018](#) un rapport ouvertement conflictuel avec la Russie, adoptant un ton diplomatique particulièrement dur.

En Europe centrale, avant l'invasion, la Tchéquie faisait déjà partie de la liste des États inamicaux face à la Russie. Elle avait accusé en 2021 les services russes d'être responsables de l'explosion d'un dépôt de munitions en 2014, provoquant une crise diplomatique majeure entraînant l'[expulsion de diplomates russes de Prague](#).

Après la chute de l'URSS, l'intégration progressive de la Russie dans l'espace européen était en question. Dans ce contexte de dialogue, de coopération économique et de modernisation institutionnelle, la Russie et l'Union Européenne ont développé des relations stratégiques. Ces dernières sont basées sur l'[Accord de partenariat et de coopération de 1997](#) et sur le [partenariat pour la modernisation entre l'UE et la Russie en 2010](#). Mais depuis 2014, les pays de l'Union européenne, et notamment l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne adoptent une posture diplomatique critique

à l'égard de la Russie, sans pour autant rompre le dialogue. Cette opposition ne signifiait pas une mise à l'écart de la Russie sur la scène internationale.

Dans plusieurs régions du monde, des tensions existaient, mais elles restaient limitées, sans mesure commune à la situation actuelle. Le Japon, par exemple, entretenait un différend territorial avec la Russie concernant les [îles Kouriles](#) sans que cela ne conduise à une [rupture diplomatique](#) entre les deux pays.



### 3 La reconfiguration post-invasion (2022–2024) : structuration des blocs diplomatiques

La guerre a exacerbé les relations entre la Russie et les autres États, tout en confirmant et renforçant certaines alliances préexistantes. Elle a notamment permis de consolider les relations avec la Corée du Nord qui a signé en 2024 un [traité de partenariat stratégique](#) avec la Russie. De même, les liens avec le Venezuela se sont approfondis, comme en témoignent la signature d'[accords militaires et pétroliers](#) conclus en 2024, traduisant un rapprochement diplomatique et stratégique durable ([ratification mutuelle en 2025](#)).

#### 3.1 Le bloc des adversaires : la coalition coercitive occidentale

L'invasion de l'Ukraine a provoqué la cristallisation rapide d'un bloc d'États caractérisé par une hostilité diplomatique structurée et par l'usage coordonné de la coercition économique et technologique. Ce bloc s'est formalisé dès les premières semaines du conflit.

##### 3.1.1 L'Union européenne : de la critique à la coercition systémique

L'Union européenne est devenue l'acteur central de la réponse diplomatique à l'action russe. Dès le 23 février 2022, un [premier train de sanctions](#) est adopté, suivi de mesures ciblant personnellement [le président russe et le ministre des Affaires étrangères le 25 février](#). L'objectif affiché est clair : affaiblir la base économique de la Russie, limiter son accès aux technologies critiques et réduire sa capacité à soutenir un effort de guerre prolongé. Le sixième paquet de sanctions, adopté le 3 juin 2022, constitue un tournant majeur avec l'exclusion renforcée de banques russes du système SWIFT et l'interdiction progressive des importations de pétrole russe. Le septième paquet, adopté en octobre 2022 inclut des mesures visant à restreindre encore davantage l'accès de la Russie aux technologies et aux marchés européens. Au-delà des sanctions économiques, l'UE a également suspendu la diffusion de RT et Sputnik, [les médias d'État russes](#), afin de limiter la diffusion de propagande et de désinformation en Europe, notamment face aux risques de déstabilisation de l'opinion publique et des pays voisins. Bien que l'Ukraine ne soit pas membre de l'UE, l'Union agit pour protéger ses États voisins (comme les pays baltes et la Moldavie), défendre le modèle démocratique européen et limiter les risques d'extension du conflit sur son territoire.

##### 3.1.2 L'OTAN : la désignation d'une menace directe

Le [sommet de Madrid de juin 2022](#) marque une rupture doctrinale majeure. Le nouveau Concept stratégique de l'OTAN désigne officiellement la Russie comme « la menace la plus significative et directe » pour la sécurité euro-atlantique, mettant fin à toute perspective de partenariat. Bien que l'OTAN ne soit pas juridiquement belligérante, ses membres fournissent une aide militaire et logistique massive à l'Ukraine. La valeur de l'aide militaire fournie à l'Ukraine atteindra [50 milliards de dollars](#) d'ici la fin de l'année. Dans le cadre du Comprehensive Assistance Package (CAP) et de l'initiative PURL, les Alliés ont levé plus de [3,5 milliards](#) de dollars pour fournir à l'Ukraine des équipements

militaires essentiels, allant de véhicules et munitions à des systèmes de communication sécurisés et des équipements de protection. Les États-Unis produisent une grande partie de ce matériel, tandis que l'Europe (Allemagne, Pays-Bas, Danemark, Norvège, Suède) et le Canada financent et coordonnent son acheminement via l'OTAN, assurant ainsi une réponse collective et coordonnée.

### 3.1.3 L'extension de la coalition coercitive hors d'Europe

L'isolement diplomatique de la Russie a commencé à s'étendre à l'Asie-Pacifique. Le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont rejoint les sanctions occidentales, marquant une rupture nette avec la Russie.

Même les États historiquement neutres, ou dont la neutralité est inscrite dans la Constitution, ont participé aux sanctions contre la Russie. [La Suisse, État historiquement neutre, a adopté les sanctions européennes dès le 28 février 2022](#), rompant avec sa doctrine traditionnelle de neutralité et renforçant l'efficacité du dispositif coercitif occidental.

La Corée du Sud s'est alignée sur les restrictions technologiques américaines et européennes, imposant des contrôles stricts sur les exportations de produits à haute valeur technologique. La coordination s'est vite mise en place grâce à la task force «Gel et saisie» créée par l'UE. Bien que l'alignement soit moindre car imbriquée dans l'économie russe, la [Corée a joué la carte des alliés occidentaux et s'est rangée aux côtés des américains et européens](#).

La Russie actualise régulièrement sa [liste des pays qu'elle considère comme inamicaux](#) afin de [protéger ses intérêts nationaux et sa sécurité](#). Cette liste inclut des États membres de l'Union européenne, de l'Amérique du Nord, ainsi que certains pays d'Asie de l'Est et Sud-Est, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Elle est étroitement corrélée à la liste des États participants à la [« Coalition des Volontaires »](#), créée en mars 2025. Cette coalition regroupe l'ensemble des pays ayant formellement exprimé leur engagement à fournir un soutien durable à l'Ukraine, traduisant ainsi leur position ferme dans le conflit russo-ukrainien.

Bien que ces éléments ne constituent pas un indicateur absolu d'hostilité, la liste des pays ayant imposé des [sanctions à la Russie](#) est relativement longue, de même que les [États ayant voté pour la suspension de la Russie à l'ONU](#) sont nombreux. Cependant, ces deux indicateurs ne reflètent pas nécessairement le degré réel d'hostilité diplomatique à l'égard de la Russie, car certains pays agissent sous pression ou par crainte de prendre parti, ce qui introduit un biais dans l'interprétation de ces données. Ces données reflètent davantage d'une réalité politique que d'une réalité économique ou diplomatique. [La Hongrie par exemple garde des liens économiques](#) malgré les sanctions, [elle est trop dépendante pour s'en détacher complètement](#).

### 3.1.4 Les conséquences structurelles de la coercition

Malgré l'ampleur des sanctions, l'[économie russe](#) ne s'est pas effondrée. En 2022, le PIB russe n'a reculé que de 5 à 6 %, soit l'équivalent de deux années de croissance. La diplomatie russe est pour beaucoup dans cette résilience inattendue. Elle a permis de concentrer les intérêts économiques au-delà des convergences idéologiques (cf. [le cas de la flotte fantôme](#)) ; Les pays occidentaux se sont donc heurtés à une réalité : la sphère idéologique divise moins qu'en période bipolaire.

## 3.2 Le bloc des opposants : condamnation politique sans alignement coercitif

### 3.2.1 Israël : une opposition prudente

Israël a officiellement condamné l'invasion russe de l'Ukraine, tout en évitant toute rupture diplomatique avec la Russie. De son côté, la Russie a condamné les actions israéliennes dans la bande de Gaza, d'autant plus que l'Iran, allié stratégique de la Russie, est directement impliqué dans ce conflit.

La posture prudente adoptée par Israël s'explique principalement par des impératifs sécuritaires dans la région. Le maintien du mécanisme de déconfliction militaire avec la Russie est en effet essentiel afin de prévenir tout incident entre les forces israéliennes et russes. Dans ce contexte, la priorité accordée à la sécurité régionale a prévalu sur un alignement politique strict avec la coalition occidentale. L'État hébreu cherche à préserver ses relations avec la Russie, car elle cherche avant tout à éviter une escalade en Syrie, protéger ses forces et contenir l'influence iranienne, tout en maintenant un canal militaire et diplomatique efficace avec la Russie, bien qu'Israël partage l'opposition diplomatique et Israël maintient son alignement sur la politique américaine à l'égard de la Russie, particulièrement consolidé sous l'administration Trump. Parallèlement, la fracture avec l'Europe s'est approfondie, notamment depuis l'escalade du conflit israélo-palestinien, révélant des divergences majeures sur sa gestion.

## 3.3 Le bloc des hésitants : intérêts stratégique et Sud global (diplomatiquement neutres)

Le bloc des hésitants regroupe l'ensemble des États qui, bien qu'ayant des intérêts stratégiques ou économiques en jeu, choisissent de ne pas condamner l'action russe en Ukraine. Ces pays adoptent une posture diplomatique neutre, préférant préserver leur autonomie et éviter de se compromettre dans le conflit. Ils ne sont pas considérés comme des alliés de la Russie, puisqu'aucune coopération militaire ou traités stratégiques ne les lient directement à la Russie. Souvent, ces États plaident pour la paix et encouragent le dialogue plutôt que l'escalade, cherchant à maintenir des relations équilibrées avec toutes les parties. Ils utilisent cette position de neutralité stratégique afin de tirer avantage de la recomposition de l'ordre international, espérant bénéficier des perspectives économiques et politiques associées à l'expansion des BRICS.

### 3.3.1 La Turquie : une position d'équilibriste stratégique

La Turquie constitue l'exemple le plus emblématique d'une hostilité diplomatique partielle et contrôlée. Membre de l'OTAN, elle a qualifié l'invasion russe d'« inacceptable » et de violation du droit international.

Ankara a activé la Convention de Montreux, fermant les détroits aux navires de guerre russes. Cette décision représente une contrainte militaire réelle, mais juridiquement neutre. Cependant, la Turquie a refusé de participer aux sanctions occidentales. Ce choix a permis à Ankara de préserver ses relations économiques avec la Russie et de renforcer son rôle de médiateur. La Turquie a accueilli des

négociations russo-ukrainiennes à Istanbul en mars 2022 et joué un rôle central dans l'initiative céréalière de la mer Noire.

Cette stratégie a également transformé la Turquie en zone de refuge pour certains actifs russes, illustrant une diplomatie fondée sur l'autonomie stratégique et l'opportunisme contrôlé. Cette posture pragmatique s'observe également dans le Caucase du Sud, où la Turquie soutient l'Azerbaïdjan face à l'Arménie, contribuant à réduire l'influence russe dans la région sans remettre en cause le dialogue stratégique avec la Russie.

### **3.3.2 Les Émirats arabes unis : neutralité diplomatique et facilitation financière**

Les Émirats arabes unis ont revendiqué une position de neutralité. Depuis 2022, le refus des Émirats arabes unis de participer aux sanctions contre la Russie a eu un impact économique majeur, renforçant leur rôle de plateforme financière alternative dans un contexte de recomposition des équilibres régionaux, marqué notamment par la gestion prudente de leurs relations avec l'Iran. Dubaï est devenu un centre d'accueil pour les capitaux russes, avec une [explosion des investissements en 2022](#)<sup>[TS3]</sup> <sup>[EG4]</sup>. Les Russes ont acquis pour 6,3 milliards de dollars de biens immobiliers à Dubaï après l'invasion de l'Ukraine en 2022. Cela a contribué à la résilience financière de la Russie et limite la pression occidentale.

### **3.3.3 L'Inde et la Chine : pilier de la résilience russe**

Bien que l'économie conditionne directement la diplomatie, il est crucial de souligner que le soutien économique de certains pays à la Russie ne se traduit pas nécessairement par des alliances diplomatiques traditionnelles. La Chine et l'Inde, ainsi que plus largement les membres des BRICS, ont refusé de s'aligner sur les positions occidentales tout en demeurant des acteurs centraux de l'économie mondiale.

La Chine a maintenu son partenariat stratégique avec la Russie et s'est opposée aux sanctions occidentales. Elle a voté contre la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, signalant un soutien formel limité mais symbolique sur le plan international. Sur le plan économique, Pékin est devenu le principal marché de substitution pour les exportations russes et un fournisseur technologique clé, consolidant ainsi un axe économique non occidental. Cette relation économique soutient indirectement la diplomatie russe en lui offrant un levier de résilience face à l'isolement occidental. La Chine tire donc de sa relation avec la Russie un accès privilégié à l'énergie, des opportunités commerciales accrues et un levier géopolitique dans sa contestation de l'ordre international occidental.

L'Inde, quant à elle, a refusé de s'aligner sur la position occidentale et a massivement augmenté ses importations de pétrole russe à prix réduit : [elle importe en moyenne plus de 40% de ses approvisionnement avec des barils de pétrole russe](#). Cette stratégie a permis à New Delhi de tirer un avantage économique tout en stabilisant les revenus russes. Diplomatiquement, l'Inde s'est abstenue lors des votes clés à l'ONU, ce qui reflète un positionnement pragmatique plutôt qu'un engagement explicite en faveur de la Russie.

Les BRICS, cadre multilatéral dans lequel la Russie est membre fondateur, et [l'Organisation de coopération de Shanghai \(OCS\)](#), impulsée initialement par la Chine et la Russie et étroitement liée aux dynamiques eurasiatiques et aux routes de la soie, offrent à la Russie des espaces diplomatiques alternatifs lui permettant de contester l'ordre international dominé par l'Occident, sans toutefois bénéficier d'un soutien militaire ou politique direct. [Le sommet de Samarcande de l'OCS en 2022](#) illustre cette prudence : la déclaration finale reste volontairement vague sur l'Ukraine, témoignant de la réticence de plusieurs membres à s'engager politiquement.

Ces États contribuent à la résilience diplomatique de la Russie mais ils ne peuvent être considérés comme des alliés au sens strict. Leur soutien est conditionnel, centré sur la préservation de leur autonomie stratégique et la protection de leurs intérêts nationaux, et non sur un alignement idéologique ou militaire avec la Russie.

### 3.3.4 Le signal onusien du Sud global

Le [vote de l'Assemblée générale de l'ONU du 7 avril 2022 illustre la fragmentation mondiale. Sur 193 États, 93 ont voté pour la suspension de la Russie, tandis que 58 se sont abstenus](#). Ce groupe constitue le cœur du Sud global non aligné. Ces abstentions ne traduisent pas un soutien à la Russie, mais un refus de l'alignement forcé et une affirmation de souveraineté diplomatique.



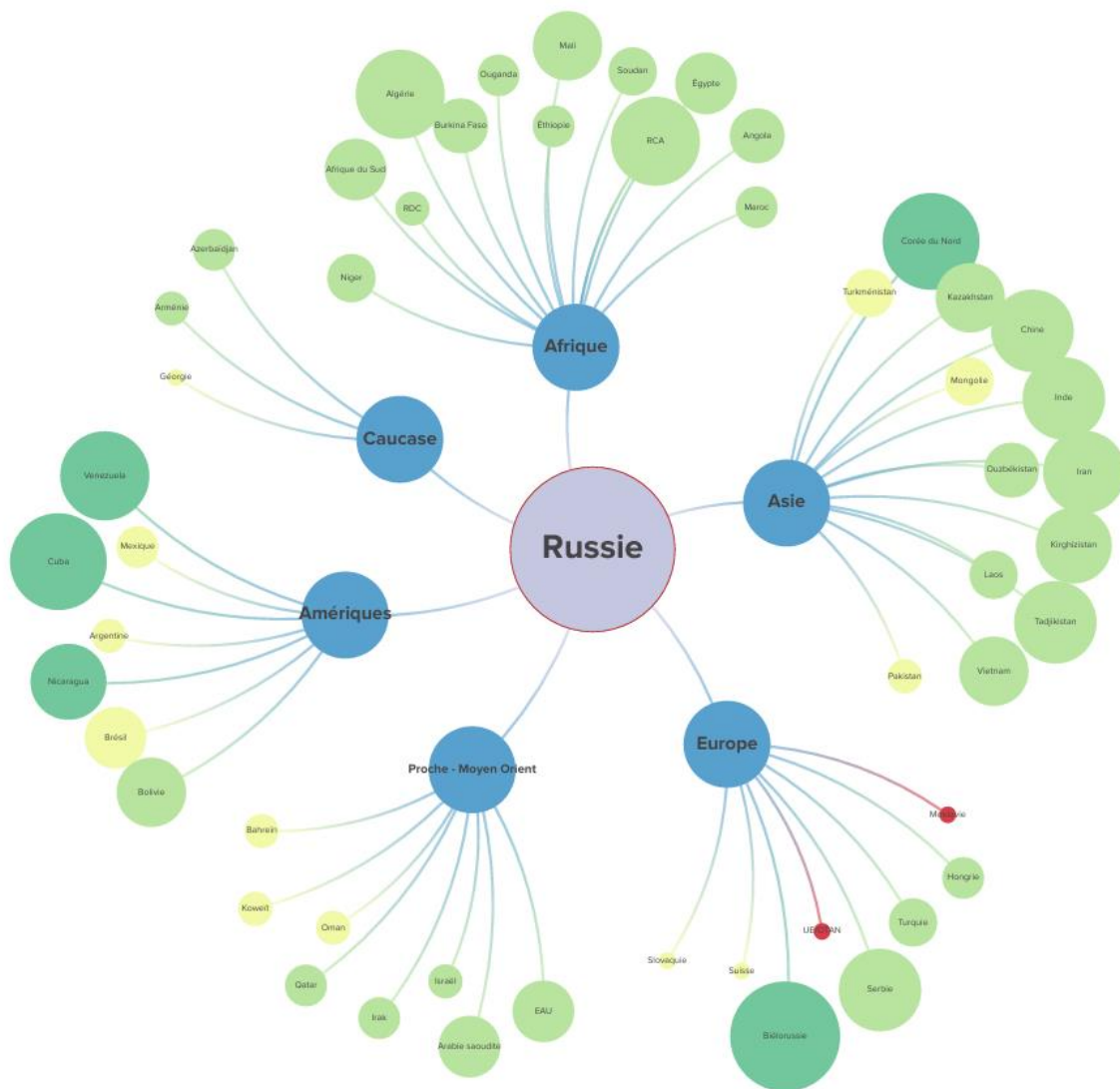
Les alliés : partagent une idéologie mondiale qui dénonce l'ordre instauré par les occidentaux et leur domination.

## 4 Conclusion et la situation diplomatique de la Russie en fin 2025

La Russie n'est pas isolée, mais intégrée dans un système international fragmenté. L'année 2022 marque non pas l'effondrement diplomatique de la Russie, mais la tentative de consolidation d'un ordre multipolaire fondé sur le non-alignement et la contestation de l'hégémonie occidentale. La Russie ne dispose pas d'alliés au sens classique du terme tel qu'il est entendu dans les alliances militaires occidentales.

Dans le discours officiel russe, la notion d'alliance est rarement employée. La Russie privilégie le concept de partenariat stratégique, dont le degré d'engagement varie selon les États concernés. Cette préférence pour le partenariat stratégique répond à une logique de flexibilité assumée : elle permet à la Russie de préserver une marge de manœuvre diplomatique maximale tout en évitant les obligations juridiques et militaires qu'impliquerait une alliance formelle. Elle s'inscrit plus largement dans un brouillage volontaire des catégories traditionnelles des relations internationales, où les frontières entre engagement et non-engagement, entre guerre et paix, ou encore entre reconnaissance étatique et zones d'influence deviennent volontairement ambiguës. Cette distinction est donc centrale pour comprendre l'échiquier diplomatique russe, tant à la veille qu'à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine. Elle impose une lecture nuancée des relations internationales de la Russie, qui ne peuvent être réduites à une opposition binaire entre alliés et ennemis.

Malgré les sanctions internationales, y compris le mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale contre le président russe, la Russie conserve une activité diplomatique soutenue. Le chef de l'État continue de se déplacer chez ses partenaires stratégiques, en particulier en Inde, dans des régions du Caucase, en Chine, en Corée du Nord et de participer à des sommets internationaux, ce qui démontre que l'isolement diplomatique de la Russie reste relatif et incomplet.



Cartographie globale de la diplomatie Russe

# Bibliographie

Afp, L. M. A. (2017, 2 janvier). [Les diplomates russes expulsés par Obama ont quitté les Etats-Unis.](#)

Belga (2022, 27 février). [Guerre en Ukraine : Israël va aussi envoyer de l'aide humanitaire.](#)

Clement T. (2024, 14 novembre), Éditoriaux de l'IFRI : [La relation russo-iranienne à l'épreuve de l'escalade militaire au Moyen-Orient.](#)

Commission Européenne. (2025, 15 décembre). [Sanctions adopted following Russia's military aggression against Ukraine. \(s. d.\).](#)

Conseil Européen. [Sanction de l'Union Européenne contre la Russie. \(s. d.\).](#)

Conseil des Relations Étrangères (2022, 17 juillet). [Que savoir sur les sanctions contre la Corée du Nord ?](#)

Contributeurs aux projets Wikimedia. (2025, 21 avril). [Liste des pays jugés inamicaux par la Russie.](#)

Contributeurs aux projets Wikimedia. (2025, novembre 19). [Coalition des volontaires.](#)

Contributeurs aux projets Wikimedia. (2025, décembre 17). [Sanctions contre la Russie.](#)

Cordesman, A. H. (2022, 21 septembre). [Risque plus large : le contrôle russe sur l'Ukraine et la Biélorussie](#)

Cousin, V. (2025, 31 juillet). « Joint Sea-2025 » : [c'est quoi cette gigantesque opération militaire entre l'armée russe et chinoise ?](#)

De CiberCuba, R. (2025, 7 octobre). [La Russie ratifie son alliance militaire avec le régime cubain.](#)

Donnet, P. (2025, 12 septembre). [Le tandem Chine/Russie plus fort que jamais face à un Occident en déclin.](#)

Dyner A.M (2021). [La Russie et la Biélorussie approfondissent l'intégration.](#)

École de guerre économique. (2024). [Elaboration d'un modèle souverain et résilient : Le cas de la Russie face aux sanctions internationales](#)

Énergies, C. D., & Énergies, C. D. (2024, 8 novembre). [Le Venezuela et la Russie signent des accords militaires et pétroliers.](#)

Filiu, J. (2023, 2 avril). [Les Emirats dans le camp russe face à l'Ukraine.](#)

Francia.org.ve. (2025, 12 novembre). [Accord de partenariat stratégique et de coopération entre la Russie et le Venezuela entre en vigueur.](#)

Gotev, G. (2022, 8 mars). [La Russie adopte une liste de pays « ennemis » auxquels elle paiera ses dettes en roubles.](#)

IHEDN - Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale. (2024, 22 mars). [Julien Vercueil : « La guerre et les sanctions ont coûté à la Russie 5 % de son PIB »](#)

Inoue, L. H. E. M. (2022, 1 juin). [Soixante-treize ans après la fin de la guerre, Japon et Russie veulent signer un traité de paix.](#)

Lukin A. (2018, 26 février), [Le nouveau rapprochement sino-russe et la fin du monde unipolaire](#)

Mandraud, I., & Théron, J. (2023, 20 avril). [« Le sommet de Samarcande constitue le berceau d'une alliance capable de défier l'Occident » : les extraits du « Pacte des autocrates » .](#)

McCallion, C. (2024, 15 octobre). [Assessing realist and liberal explanations for the Russo-Ukrainian war.](#)

Michal Tomasz Kaminski. (2010). [Partenariat pour la modernisation entre l'UE et la Russie.](#)

Minrex (2022, 22 février). [Cuba : Nous appelons à la préservation de la paix et de la sécurité internationales.](#)

Ministre des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie (2025, 2 Octobre) : [Entrée en vigueur du Traité de partenariat stratégique global entre la Fédération de Russie et la République islamique d'Iran](#)

Ministère des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie (2021, 8 novembre). [Allocution et réponses à la presse de Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse conjointe avec Félix Plasencia, à l'issue de leurs pourparlers.](#)

Ministre des Affaires Étrangères de la République Populaire Démocratique de Corée (2024) [Traité sur le partenariat stratégique global entre la République populaire démocratique de Corée et l'Union russe à été ratifié et signé](#)

Mercédesz, H. (2025, 5 juin). [Pourparlers de Moscou : la Hongrie et la Russie se préparent à une coopération plus poussée.](#)

Ngaba, S. G. D. (2023, 3 octobre). [Qui sont les alliés de la Russie ?](#)

PressTV. (2025, 21 juillet). [Iran/Russie : exercice naval conjoint de recherche et de sauvetage.](#) French PressTV.

Quénelle, B. (2025, 17 juin). [Moscou « condamne » Israël et s'inquiète de l'affaiblissement de son allié iranien.](#)

Secrétaire général des Nations Unies. (1999, 13 décembre) : [Lettre signée par les Représentants permanents du Bélarus et de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies.](#)

ONU. (2023, 10 octobre). [UN General Assembly votes to suspend Russia from the Human Rights Council](#)

OTAN. (2025). [Soutien de l'OTAN à l'Ukraine. \(s. d.\).](#)

L'Association Suisse des Banquiers. [Sanctions des banques contre la Russie - Crise ukrainienne. \(s. d.\).](#)

Street, P. M. O. 1. D. (2018, 15 mars). [PM Commons Statement on Salisbury incident response : 14 March 2018.](#)

Sugumi, V. A. P. B. (2024, 21 juin). [Traité de partenariat stratégique global RPDC-Russie](#)

RPUE - Représentation Permanente de la France Auprès de L'Union Européenne. [Réaction de l'Union européenne à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. \(s. d.\).](#)

Ukrinform. (2025, août 24). [L'aide de l'OTAN à l'Ukraine en 2025 atteindra 50 milliards de dollars, selon le président du Comité militaire de l'Alliance.](#)

(2025, 22 octobre). [La Russie et le Nicaragua ont signé un accord de coopération militaire.](#)

(1997). [Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et la Fédération de Russie](#)